

Les nouvelles politiques audacieuses de l'Arabie

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Au cours des dernières décennies, la présence politique de l'Arabie saoudite se fit discrète. Ce pays achetait la paix en arrosant de pétrodollars tant ses amis que ses adversaires. L'arrivée au pouvoir du jeune prince Mohamed Ben Salmane (MBS) a changé la donne : elle se traduit par une activité politique, économique et militaire bien ciblée.

La succession royale

Depuis 1953, les enfants du roi Abdelaziz de la dynastie saoudienne ont régné selon leur ordre de progéniture jusqu'à Salmane devenu roi en 2015 à l'âge de 79 ans. Mokren, demi-frère de Salmane, a été nommé prince héritier. Mais au bout de trois mois, il a été relevé de ses fonctions en avril 2017 pour être remplacé par son neveu Mohamed Ben Nayef, rompant ainsi avec la tradition. Nouveau coup de théâtre : c'est Mohamed Ben Salmane (MBS) fils favori de Salmane âgé de 29 ans qui est promu prince héritier au mois de juin 2017. Cette succession inhabituelle à la couronne n'est pas sans faire de mécontents.

La nouvelle réalité économique

L'homme fort du royaume doit faire face à une nouvelle situation engendrée par la chute du prix de pétrole. Près de 5000 princes de la troisième génération empochent 30 à 50 milliards de dollars par an et leurs avoirs représentent à eux seuls 50% du PNB saoudien. Près de 75% des Saoudiens travaillent dans la fonction publique et le gouvernement inonde la population de subsides. Chaque année, 200 000 personnes s'ajoutent au marché du travail. Comprendant qu'il faut libéraliser l'économie, MBS prévoit la privatisation de la compagnie de pétrole nationale Aramco dont les réserves sont évaluées à 2 billions de dollars. Il compte diversifier l'économie et, à l'instar des pays du Golfe, ouvrir l'Arabie également au tourisme. Quelques initiatives timides comme celle qui permet aux femmes de conduire, commencent à briser des tabous. Toutefois et pour réussir son pari,

MBS devait mettre fin au statu quo qui ne rapportait qu'à une minorité au sein du royaume.

La purge de MBS

Après avoir écarté ses rivaux du pouvoir, MBS s'en est pris aux plus puissants du pays. 208 personnalités nanties dont de nombreux princes y compris le prince héritier déchu Mohamed Ben Nayef qui détenait le portefeuille de l'Intérieur ont été incarcérés sous prétexte de lutter contre la corruption. Les avoirs de ces puissants estimés à 800 milliards de dollars ont été partiellement confisqués, ce qui a renfloué les caisses de l'État.

Une politique extérieure agressive

L'interférence de l'Iran en Irak, en Syrie et au Liban a nui avant tout aux populations sunnites qui ont été les principales victimes de la guerre en Irak et en Syrie. L'Iran arme en missiles les Houtis du Yémen qui représentent 5% de la population yéménite majoritairement sunnite. La guerre déclenchée contre les Houtis du Yémen s'est enlisée et de nombreuses pertes civiles sont à déplorer. Un blocus contre le Qatar a été déclenché, ce pays étant accusé de jouer un « double jeu » avec l'Iran. En outre, l'Arabie exige de tous les pays du Golfe qu'ils prennent leur distance du Qatar. Mais la préoccupation principale de l'Arabie demeure l'Iran chiite.

Un réseau d'espionnage iranien a été démantelé en décembre 2016. Le prince saoudien Turki a rencontré par deux fois à Paris les opposants iraniens de Mujahedeen-e-Khalq. Par ailleurs, l'Iran accuse l'Arabie d'être derrière les attaques menées en Iran même contre les Gardes révolutionnaires iraniens par des minorités kurdes, baloutches et arabes.

MBS a commencé par courtiser l'Irak dont les Chiites souffrent difficilement de l'étreinte iranienne en invitant l'un des principaux supporters chiite de l'Iran Muqtada Al-Sadr à Riad en juillet 2017. L'Irak espère pouvoir réactiver le pipeline passant par l'Arabie, condamné depuis l'invasion du Koweït par Saddam Hussein.

En Syrie, l'Arabie continue de soutenir les forces syriennes libres ou même des extrémistes sunnites pour autant que cela entrave la progression des milices chiites téléguidées par l'Iran, dont le Hezbollah libanais.

Le Liban est devenu un bunker iranien bourré de plus de 120 000 missiles. Le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati a déclaré à Beyrouth que le Liban était dans l'orbite iranienne. En effet, l'Iran a imposé son président au Liban. Lorsque l'armée libanaise a voulu s'attaquer à des extrémistes sunnites à sa frontière, le Hezbollah a négocié avec ces derniers une retraite pour affirmer qu'il était le maître incontesté à bord. Le Premier ministre sunnite Hariri a démissionné en Arabie même pour protester contre l'emprise iranienne sur son pays.

Nouveaux réalignements

Lorsque le président américain Obama a semblé se désintéresser de la région, MBS s'est rapproché de la Russie : il est prêt à contrôler le prix du pétrole à la hausse, ce qui ferait l'affaire de la Russie, mais pas si cela profitait à l'Iran. Pour amener la Russie à son bord, MBS a commandé un système antiaérien russe S-400 en parallèle au système de défense américain THAAD. L'arrivée au pouvoir du président Trump a permis de donner un nouveau départ à la collaboration américaine : MBS a reçu en grande pompe le président Trump et a fait voter en sa présence des motions antiterroristes par 34 pays musulmans.

MBS a réuni la Ligue arabe au complet - la Syrie exceptée - pour dénoncer l'interférence iranienne au Proche-Orient et qualifier le Hezbollah libanais de terroriste. De son côté, le gouvernement américain souhaite que le contentieux avec le Qatar soit résolu afin que ce pays ne se rapproche pas de l'Iran : la plus grande base américaine au Proche-Orient d'Al-Ubeid se trouve au Qatar.

Finalement, les relations et les collaborations avec Israël deviennent de plus en plus officielles. L'Iran se promet régulièrement d'annihiler Israël et avance ses pions partout contre les Sunnites du Proche-Orient. Pour les Sunnites, Israël est considéré aujourd'hui comme un gage de sécurité.